



Communiqué POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

LA BANQUE LAURENTIENNE DÉCLARE SES RÉSULTATS POUR 2014 ET AUGMENTE SON DIVIDENDE DE 4%

Le rapport annuel de la Banque, qui comprend les états financiers consolidés annuels audités et le rapport de gestion connexe pour 2014, sera également accessible aujourd'hui sur le site Web de la Banque, à l'adresse www.banquelaurentienne.ca.

Faits saillants du quatrième trimestre 2014

- Solide croissance du résultat
- Solide performance au chapitre du crédit, avec un faible niveau de pertes sur prêts de 10,5 millions \$
- Rehaussement à A (faible) de la note de crédit à long terme par DBRS
- Augmentation de 0,02 \$ du dividende trimestriel sur actions ordinaires, pour l'établir à 0,54 \$ par action
- Charges de restructuration de 7,6 millions \$, ou 0,19 \$ par action

	RÉSULTAT NET (EN MILLIONS DE DOLLARS)	RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION	RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES ORDINAIRES
Comme présenté	33,8 \$	1,09 \$	9,5 %
Base ajustée ¹	42,6 \$	1,39 \$	12,2 %

Faits saillants de l'exercice clos le 31 octobre 2014

- Résultat net ajusté record
- Levier d'exploitation ajusté positif de 2,4 % d'un exercice à l'autre
- Qualité de crédit excellente, comme en témoignent les pertes sur prêts de 42,0 millions \$, ou 0,15 % des prêts moyens
- Solide croissance des portefeuilles de prêts commerciaux, y compris les acceptations bancaires : hausse de 15 % d'un exercice à l'autre
- Intégration des sociétés acquises complétée avec succès et réalisation de synergies au chapitre des dépenses

	RÉSULTAT NET (EN MILLIONS DE DOLLARS)	RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION	RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES ORDINAIRES
Comme présenté	140,4 \$	4,50 \$	10,1 %
Base ajustée ¹	163,6 \$	5,31 \$	11,9 %

Montréal, le 10 décembre 2014 - La Banque Laurentienne du Canada a déclaré un résultat net ajusté de 42,6 millions \$, ou un résultat dilué par action ajusté de 1,39 \$, pour le quatrième trimestre 2014, soit une hausse respective de 11 % et 10 %, comparativement à un résultat net ajusté de 38,5 millions \$, ou un résultat dilué par action ajusté de 1,26 \$, pour la période correspondante de 2013. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 12,2 % pour le quatrième trimestre 2014, par rapport à 11,7 % pour le quatrième trimestre 2013. Comme présenté, le résultat net a totalisé 33,8 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,09 \$, pour le quatrième trimestre 2014, par rapport à 25,9 millions \$, ou un résultat dilué par action de 0,82 \$, pour le quatrième trimestre 2013. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 9,5 % pour le quatrième trimestre 2014, par rapport à 7,6 % pour la période correspondante de 2013. Le résultat comme présenté pour le quatrième trimestre 2014 et le quatrième trimestre 2013 tient compte des charges de restructuration, comme il est précisé ci-après.

¹ Certaines analyses présentées dans le présent document reposent sur les activités principales de la Banque et ne tiennent donc pas compte des éléments liés aux regroupements d'entreprises et des charges de restructuration désignés comme étant des éléments d'ajustement. Voir les rubriques sur les éléments d'ajustement et les mesures financières non conformes aux PCGR pour plus de précisions.

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, le résultat net ajusté a totalisé 163,6 millions \$, soit un résultat dilué par action de 5,31 \$, une hausse de 5 %, par rapport à 155,4 millions \$, ou un résultat dilué par action de 5,07 \$, en 2013. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 11,9 % pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, par rapport à 12,1 % pour la période correspondante de 2013. Comme présenté, le résultat net s'est établi à 140,4 millions \$, ou un résultat dilué par action de 4,50 \$, pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, comparativement à 119,5 millions \$, ou un résultat dilué par action de 3,80 \$, pour la période correspondante de 2013. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 10,1 % pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, par rapport à 9,1 % pour la période correspondante de 2013. Les résultats comme présentés pour 2014 et 2013 tiennent compte des charges de restructuration, comme il est précisé ci-après.

Dans ses commentaires sur les résultats financiers de la Banque pour 2014, Réjean Robitaille, président et chef de la direction, a indiqué : « Nous avons généré une solide croissance des résultats au cours de l'exercice, alors que nous avons poursuivi nos efforts ciblés pour améliorer l'efficacité et maximiser le levier d'exploitation. Notre croissance des activités commerciales ainsi que notre contrôle rigoureux des dépenses et la qualité de crédit constante du portefeuille de prêts ont contribué à notre bonne performance dans un contexte de ralentissement de la demande de prêts à la consommation et de compression des marges. »

M. Robitaille a ajouté : « À plus long terme, nous continuerons de mettre l'accent sur la poursuite du développement des activités commerciales à marge plus élevée et sur l'accroissement de notre présence à l'échelle du Canada pour stimuler davantage la croissance rentable des revenus. Quant à notre secteur d'activité B2B Banque, compte tenu que l'intégration des entreprises acquises, les sociétés M.R.S. et la Fiducie AGF, a été complétée avec succès et de la réalisation des synergies de coûts, nos efforts se tournent vers le développement et la concrétisation des opportunités d'affaires. Nous maintenons notre engagement à dégager de la valeur pour nos actionnaires et nous nous efforçons d'accroître sans cesse l'efficacité opérationnelle et de générer une croissance durable de notre rentabilité dans chacun de nos secteurs d'activité. »

M. Robitaille a conclu : « Notre confiance en notre capacité de générer de la croissance interne contribue à la solidité de notre situation financière, comme en témoignent les ratios de fonds propres robustes, calculés selon l'approche standard, enregistrés tout au long de l'exercice, ainsi que le rehaussement récent de la note de crédit de la Banque par DBRS. Je suis par conséquent ravi d'annoncer que le conseil d'administration a approuvé une augmentation de 0,02 \$ de notre dividende par action ordinaire trimestriel, pour l'établir à 0,54 \$ par action. »

Charges de restructuration pour le quatrième trimestre 2014 et pour 2014

Au cours du quatrième trimestre 2014, la Banque a restructuré certaines activités de détail et du siège social pour réaligner les priorités stratégiques, réduire les coûts de manière durable et accroître l'efficacité opérationnelle. Par conséquent, des indemnités de départ et des pertes de valeur liées à des projets de TI ont été comptabilisées dans les frais autres que d'intérêt. Les charges de restructuration sont désignées comme étant des éléments d'ajustement et sont incluses dans les résultats comme présentés du secteur d'activité Particuliers et Entreprises et du secteur Autres. Les résultats comme présentés pour 2013 comprenaient aussi des charges de restructuration. Voir les rubriques relatives aux éléments d'ajustement et aux mesures financières non conformes aux PCGR pour plus de précisions.

	AVANT IMPÔTS (EN MILLIONS DE DOLLARS)	APRÈS IMPÔTS (EN MILLIONS DE DOLLARS)	RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION
Indemnités de départ	6,1 \$	4,4 \$	0,15 \$
Pertes de valeur liées aux projets de TI	1,6 \$	1,2 \$	0,04 \$
Charges de restructuration	7,6 \$	5,6 \$	0,19 \$

Les charges de restructuration avant impôts diffèrent en raison de l'arrondissement.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Dans ce document, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou dans d'autres communications, la Banque Laurentienne du Canada peut, à l'occasion, formuler des énoncés prospectifs, écrits ou oraux, au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières. Ces énoncés prospectifs incluent, sans s'y limiter, des énoncés relatifs au plan d'affaires et aux objectifs financiers de la Banque. Les énoncés prospectifs formulés dans ce document sont destinés à aider les actionnaires et les analystes financiers à mieux comprendre la situation financière de la Banque et les résultats de ses activités à la date indiquée et pour les périodes closes à cette date, et pourraient ne pas être adéquats à d'autres fins. Les énoncés prospectifs sont habituellement marqués par l'emploi du conditionnel et l'usage de mots tels que « perspectives », « croire », « estimer », « prévoir », « projeter », « escompter », « anticiper », « planifier », « pourrait », « devrait », « ferait », ou la forme négative ou des variantes de tels termes, ou une terminologie similaire.

De par leur nature, ces énoncés prospectifs reposent sur des hypothèses et comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes d'ordre général et spécifique. Il est donc possible que les prévisions, projections et autres énoncés prospectifs ne se matérialisent pas ou soient inexacts. Quoique la Banque soit d'avis que les attentes exprimées dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, elle ne peut garantir que ces attentes s'avéreront exactes.

La Banque déconseille aux lecteurs de se fier indûment aux énoncés prospectifs pour prendre des décisions, étant donné qu'en raison de divers facteurs significatifs, les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions exprimés dans ces énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, entre autres, les changements aux conditions des marchés des capitaux, les changements des politiques monétaire, fiscale et économique des gouvernements, les variations des taux d'intérêt, les niveaux d'inflation et la conjoncture économique en général, l'évolution des lois et de la réglementation, les changements à l'égard de la concurrence, les modifications apportées aux notes de crédit, la rareté des ressources humaines et l'évolution de l'environnement technologique. Enfin, la Banque prévient que la liste de facteurs ci-dessus n'est pas exhaustive. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses qui pourraient faire en sorte que les résultats réels de la Banque diffèrent des attentes exprimées, les personnes intéressées sont priées de consulter la rubrique « Profil de risque et cadre de gestion des risques » du rapport de gestion du rapport annuel de la Banque et les autres documents publics déposés par la Banque et disponibles sur le site www.sedar.com.

La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prospectifs, écrits ou oraux, formulés par elle ou en son nom, sauf dans la mesure où la réglementation des valeurs mobilières l'exige.

Faits saillants ^[1]

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES					POUR LES EXERCICES CLOS LES		
	31 OCTOBRE 2014	31 JUILLET 2014	VARIATION	31 OCTOBRE 2013	VARIATION	31 OCTOBRE 2014	31 OCTOBRE 2013	VARIATION
Rentabilité								
Revenu total	221 421 \$	219 645 \$	1 %	215 531 \$	3 %	874 065 \$	865 337 \$	1 %
Résultat net	33 754 \$	40 097 \$	(16) %	25 866 \$	30 %	140 365 \$	119 477 \$	17 %
Résultat dilué par action	1,09 \$	1,27 \$	(14) %	0,82 \$	33 %	4,50 \$	3,80 \$	18 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ^[2]	9,5 %	11,2 %		7,6 %		10,1 %	9,1 %	
Marge nette d'intérêt ^[2]	1,61 %	1,65 %		1,66 %		1,65 %	1,66 %	
Ratio d'efficacité ^[2]	75,1 %	71,0 %		80,1 %		73,4 %	77,9 %	
Levier d'exploitation ^{[2][3]}	(5,8)%	3,7 %		(0,2)%		5,9 %	n. s.	
Par action ordinaire								
Cours de l'action - Clôture	49,58 \$	51,55 \$	(4) %	46,55 \$	7 %	49,58 \$	46,55 \$	7 %
Ratio cours / résultat (quatre derniers trimestres)	11,0x	12,2x		12,3x		11,0 x	12,3 x	
Valeur comptable ^[2]	45,89 \$	45,10 \$	2 %	43,19 \$	6 %	45,89 \$	43,19 \$	6 %
Ratio cours / valeur comptable ^[2]	108 %	114 %		108 %		108 %	108 %	
Dividendes déclarés	0,52 \$	0,52 \$	— %	0,50 \$	4 %	2,06 \$	1,98 \$	4 %
Rendement de l'action ^[2]	4,2 %	4,0 %		4,3 %		4,2 %	4,3 %	
Ratio du dividende versé ^[2]	47,8 %	40,9 %		61,2 %		45,7 %	52,0 %	
Mesures financières ajustées								
Résultat net ajusté ^[2]	42 591 \$	42 355 \$	1 %	38 526 \$	11 %	163 582 \$	155 436 \$	5 %
Résultat dilué par action ajusté ^[2]	1,39 \$	1,35 \$	3 %	1,26 \$	10 %	5,31 \$	5,07 \$	5 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté ^[2]	12,2 %	11,9 %		11,7 %		11,9 %	12,1 %	
Ratio d'efficacité ajusté ^[2]	70,3 %	70,3 %		72,6 %		71,0 %	72,8 %	
Levier d'exploitation ajusté ^{[2][3]}	(0,1)%	2,0 %		1,0 %		2,4 %	n. s.	
Ratio du dividende versé ajusté ^[2]	37,3 %	38,6 %		39,6 %		38,7 %	39,0 %	
Situation financière (en millions de dollars canadiens)								
Actif au bilan	34 849 \$	34 328 \$	2 %	33 911 \$	3 %			
Prêts et acceptations	27 430 \$	27 275 \$	1 %	27 229 \$	1 %			
Dépôts	24 523 \$	24 213 \$	1 %	23 927 \$	2 %			
Ratio de fonds propres réglementaires selon Bâle III — base « tout compris » ^[4]								
Catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	7,9 %	7,7 %		7,6 %				
Catégorie 1	9,4 %	9,3 %		9,1 %				
Total	12,6 %	12,4 %		12,7 %				
Autres renseignements								
Nombre d'employés en équivalent temps plein	3 667	3 740		3 987				
Nombre de succursales	152	152		153				
Nombre de guichets automatiques	418	420		422				

[1] Les chiffres comparatifs de 2013 tiennent compte de l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*. Voir la note 4 des états financiers consolidés annuels audités.

[2] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

[3] Les taux de croissance trimestriels sont calculés de façon séquentielle. Le levier d'exploitation pour l'exercice clos le 31 octobre 2013 est non significatif, car les résultats de 2012 n'ont pas été retraités pour tenir compte de l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*.

[4] Les ratios de fonds propres réglementaires pour 2013 sont présentés comme déposés auprès du BSIF et n'ont pas été ajustés pour tenir compte de l'incidence de l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*.

Revue financière

Les rubriques qui suivent présentent une analyse sommaire de la situation financière de la Banque au 31 octobre 2014, ainsi que de sa performance pour le trimestre et l'exercice clos à cette date. Cette analyse doit être lue conjointement avec l'information financière non audité pour le quatrième trimestre 2014 présentée ci-après.

Les états financiers consolidés annuels audités et le rapport de gestion connexe pour l'exercice 2014 sont également disponibles sur le site Web de la Banque, à l'adresse www.banquelaurentienne.ca. Des informations additionnelles relatives à la Banque Laurentienne du Canada, y compris la notice annuelle, sont disponibles sur le site Web de la Banque, à l'adresse www.banquelaurentienne.ca, et sur le site SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Adoption de la norme IFRS modifiée relative aux avantages du personnel

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2013, la Banque a adopté les modifications à la Norme internationale d'information financière (IFRS) relative aux avantages du personnel, qui exige le retraitement de l'information comparative et des mesures financières de 2013 de la Banque. Des informations additionnelles sur l'incidence de l'adoption figurent dans les notes des états financiers consolidés annuels audités et dans les informations supplémentaires présentées pour le quatrième trimestre 2014.

Performance financière 2014

Le tableau qui suit présente les objectifs financiers de la direction et la performance de la Banque pour 2014. Ces objectifs financiers étaient fondés sur les hypothèses présentées à la page 21 du rapport annuel 2013 de la Banque, à la rubrique « Hypothèses clés à la base des objectifs de la Banque », et ne tenaient pas compte des éléments d'ajustement.

OBJECTIFS FINANCIERS 2014 ^[1]	OBJECTIFS DE 2014	POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 OCTOBRE 2014
	Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	10,5 % à 12,5 %
Résultat net ajusté (en millions de dollars)	145,0 \$ à 165,0 \$	163,6 \$
Ratio d'efficacité ajusté	72,5 % à 69,5 %	71,0 %
Levier d'exploitation ajusté	Positif	2,4 %
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires — base « tout compris »	> 7,0 %	7,9 %

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

La Banque a atteint ses objectifs pour l'exercice 2014 et a enregistré un résultat net ajusté record. Dans un contexte de faible croissance des revenus, le contrôle rigoureux des dépenses, la solide qualité du crédit, les stratégies visant à augmenter les autres revenus et la bonne croissance interne des activités commerciales à marge plus élevée ont été les inducteurs importants de la bonne performance financière de la Banque au cours de l'exercice et de l'atteinte de ses objectifs en matière de rentabilité, d'efficacité et de fonds propres.

Analyse des résultats consolidés

RÉSULTATS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS ⁽¹⁾

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2014	31 JUILLET 2014	31 OCTOBRE 2013	31 OCTOBRE 2014	31 OCTOBRE 2013
Revenu net d'intérêt	140 149 \$	141 249 \$	141 437 \$	560 980 \$	568 760 \$
Autres revenus	81 272	78 396	74 094	313 085	296 577
Revenu total	221 421	219 645	215 531	874 065	865 337
Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis et réévaluation de la contrepartie éventuelle	1 508	1 511	1 006	9 653	4 426
Provisions pour pertes sur prêts	10 500	10 500	10 000	42 000	36 000
Frais autres que d'intérêt	166 299	155 973	172 651	641 309	674 079
Résultat avant impôts sur le résultat	43 114	51 661	31 874	181 103	150 832
Impôts sur le résultat	9 360	11 564	6 008	40 738	31 355
Résultat net	33 754 \$	40 097 \$	25 866 \$	140 365 \$	119 477 \$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts connexes	2 395	3 588	2 637	10 985	11 749
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	31 359 \$	36 509 \$	23 229 \$	129 380 \$	107 728 \$
Résultat par action dilué	1,09 \$	1,27 \$	0,82 \$	4,50 \$	3,80 \$

[1] Les chiffres comparatifs de 2013 tiennent compte de l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*. Voir la note 4 des états financiers consolidés annuels audités.

Éléments d'ajustement

La Banque a désigné certains montants comme étant des éléments d'ajustement et présente les résultats ajustés pour faciliter la compréhension de la performance sous-jacente de ses activités et des tendances connexes. La Banque évalue la performance sur la base des PCGR et sur une base non conforme aux PCGR et considère que ces deux mesures fournissent aux investisseurs et aux analystes des renseignements utiles afin de mieux apprécier ses résultats financiers et d'effectuer une analyse plus rigoureuse de son potentiel de rentabilité et de croissance.

Les éléments d'ajustement sont des éléments liés aux regroupements d'entreprises qui sont inclus dans les résultats comme présentés du secteur d'activité B2B Banque ainsi qu'à des charges de restructuration qui sont incluses dans les résultats comme présentés du secteur d'activité Particuliers et Entreprise et du secteur Autres. Les résultats ajustés et les mesures ajustées sont des mesures non conformes aux PCGR. Des commentaires sur l'utilisation et les limites de ces mesures figurent à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR » ci-après.

INCIDENCE DES ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT ^{[1][2]}

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2014	31 JUILLET 2014	31 OCTOBRE 2013	31 OCTOBRE 2014	31 OCTOBRE 2013
Incidence sur le résultat net					
Résultat net comme présenté	33 754 \$	40 097 \$	25 866 \$	140 365 \$	119 477 \$
Éléments d'ajustement					
Éléments liés aux regroupements d'entreprises, après impôts sur le résultat					
Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis et réévaluation de la contrepartie éventuelle					
Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis	1 108	1 109	744	4 079	3 264
Réévaluation de la contrepartie éventuelle	—	—	—	4 100	—
Frais liés aux regroupements d'entreprises					
Frais liés à l'intégration de la Fiducie AGF	2 138	1 149	5 281	8 973	16 433
Frais liés à l'intégration des sociétés MRS	—	—	2 028	474	11 655
	3 246	2 258	8 053	17 626	31 352
Charges de restructuration, après impôts sur le résultat					
Indemnités de départ ^[3]	4 429	—	4 607	4 429	4 607
Pertes de valeur liées aux projets de TI ^[4]	1 162	—	—	1 162	—
	5 591	—	4 607	5 591	4 607
	8 837	2 258	12 660	23 217	35 959
Résultat net ajusté	42 591 \$	42 355 \$	38 526 \$	163 582 \$	155 436 \$
Incidence sur le résultat dilué par action					
Résultat dilué par action comme présenté	1,09 \$	1,27 \$	0,82 \$	4,50 \$	3,80 \$
Éléments d'ajustement					
Éléments liés aux regroupements d'entreprises	0,12	0,08	0,28	0,62	1,11
Charges de restructuration	0,19	—	0,16	0,19	0,16
	0,31	0,08	0,44	0,81	1,27
Résultat dilué par action ajusté ^[5]	1,39 \$	1,35 \$	1,26 \$	5,31 \$	5,07 \$

[1] Les chiffres comparatifs de 2013 tiennent compte de l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*. Voir la note 4 des états financiers consolidés annuels audités.

[2] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

[3] Les indemnités de départ sont incluses au poste Salaires et avantages du personnel de l'état du résultat consolidé.

[4] Les pertes de valeur liées aux projets de TI sont incluses au poste Frais d'occupation de locaux et technologie de l'état du résultat consolidé.

[5] L'incidence par action des éléments d'ajustement diffère en raison de l'arrondissement pour le trimestre clos le 31 octobre 2014.

Exercice clos le 31 octobre 2014 comparativement à l'exercice clos le 31 octobre 2013

Le résultat net a augmenté, pour s'établir à 140,4 millions \$, soit un résultat dilué par action de 4,50 \$, pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, en comparaison de 119,5 millions \$, ou un résultat dilué par action de 3,80 \$, pour l'exercice clos le 31 octobre 2013. Le résultat net ajusté a atteint 163,6 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, une hausse de 5 % en comparaison de 155,4 millions \$ en 2013, tandis que le résultat dilué ajusté par action a été de 5,31 \$, par rapport à 5,07 \$ en 2013.

Revenu total

Le revenu total a augmenté de 8,7 millions \$ pour atteindre 874,1 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, comparativement à 865,3 millions \$ il y a un an. L'augmentation des autres revenus d'un exercice à l'autre a plus que contrebalancé une modeste baisse de la marge nette d'intérêt.

Le **revenu net d'intérêt** a diminué de 7,8 millions \$, pour s'établir à 561,0 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, par rapport à 568,8 millions \$ en 2013. La diminution découlait principalement de la compression de la marge prévue, du niveau plus faible des prêts à l'investissement à marge élevée et de la baisse des pénalités sur les remboursements anticipés des prêts hypothécaires résidentiels, ces facteurs ayant été en partie contrebalancés par la meilleure composition du portefeuille de prêts. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014, la marge a diminué de 1 point de base en comparaison de l'exercice clos le 31 octobre 2013, pour s'établir à 1,65 %, essentiellement pour les mêmes raisons.

Les **autres revenus** ont augmenté de 16,5 millions \$, ou 6 %, et ont totalisé 313,1 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, par rapport à 296,6 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013. Les commissions sur prêts plus élevées découlant de

l'intensification des activités de souscription et la hausse des pénalités sur les remboursements anticipés de prêts dans le portefeuille de prêts commerciaux ont en partie contribué à cette augmentation d'un exercice à l'autre. Les commissions solides sur les ventes de fonds communs de placement, les revenus d'assurance plus élevés du fait de la baisse des réclamations ainsi que l'accroissement des revenus tirés des activités de courtage attribuable à l'accélération des activités de souscription dans le marché des titres de capitaux propres de sociétés à petite capitalisation ont également contribué à l'augmentation d'un exercice à l'autre. Ces améliorations considérables ont été en partie contrebalancées par la diminution des revenus de trésorerie et de marchés financiers, attribuable essentiellement à la baisse des revenus tirés des activités de change au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014.

Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis et réévaluation de la contrepartie éventuelle

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, le poste Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis et réévaluation de la contrepartie éventuelle s'est élevé à 9,7 millions \$, en comparaison de 4,4 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013. L'augmentation de la charge en 2014 découle principalement d'une charge non déductible d'impôt de 4,1 millions \$ engagée pour régler la contrepartie éventuelle liée à l'acquisition de la Fiducie AGF. L'amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis a atteint 5,6 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, comparativement à 4,4 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013. Voir la note 30 des états financiers consolidés annuels audités.

Provisions pour pertes sur prêts

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	OCTOBRE 31 2014	JUILLET 31 2014	OCTOBRE 31 2013	OCTOBRE 31 2014	OCTOBRE 31 2013
Prêts personnels	7 610 \$	4 976 \$	10 020 \$	25 062 \$	31 668 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	2 154	1 606	1 789	5 330	8 713
Prêts hypothécaires commerciaux	264	3 759	(1 648)	4 407	(3 640)
Prêts commerciaux et autres (y compris les acceptations)	472	159	(161)	7 201	(741)
	10 500 \$	10 500 \$	10 000 \$	42 000 \$	36 000 \$
En pourcentage des prêts et des acceptations moyens	0,15%	0,15%	0,15%	0,15%	0,13%

Les provisions pour pertes sur prêts ont augmenté de 6,0 millions \$ pour s'établir à 42,0 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, par rapport à 36,0 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013. Cette augmentation reflète un retour partiel à la normale, quoique toujours bas, du niveau global des pertes sur les prêts commerciaux et les prêts hypothécaires commerciaux par rapport aux niveaux très bas de 2013.

Les pertes sur prêts personnels ont diminué de 6,6 millions \$, essentiellement en raison de la baisse des pertes provenant de la réduction des volumes de prêts dans les portefeuilles de prêts à l'investissement et de financement aux points de vente. Les pertes sur prêts hypothécaires résidentiels ont enregistré une baisse de 3,4 millions \$ d'un exercice à l'autre, les pertes sur prêts en 2013 ayant été touchées par une hausse des provisions à l'égard des propriétés et des projets de développement immobilier résidentiels de taille moyenne. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, les pertes sur prêts hypothécaires commerciaux et prêts commerciaux ont totalisé 11,6 millions \$, contre un montant négatif de 4,4 millions \$ en 2013, les résultats de l'exercice 2013 ayant été avantagés par des règlements favorables relativement élevés et des améliorations.

L'augmentation des pertes sur prêts d'un exercice à l'autre reflète principalement la croissance enregistrée par les portefeuilles sous-jacents, les pertes globales, en pourcentage des prêts moyens, étant demeurées à un niveau très bas de 15 points de base.

Frais autres que d'intérêt

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 32,8 millions \$, pour atteindre 641,3 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, en comparaison de 674,1 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013. Cette diminution reflète principalement la baisse de 25,4 millions \$ des frais d'intégration liés aux regroupements d'entreprises et un recul de 1 % des frais autres que d'intérêt ajustés de la Banque attribuable à un contrôle rigoureux des coûts et à la révision de processus.

Les **salaires et avantages du personnel** ont baissé de 18,1 millions \$, ou 5 %, pour s'établir à 340,4 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2014 comparativement à l'exercice clos le 31 octobre 2013. Ceci résulte surtout de la réduction de l'effectif découlant des synergies liées aux acquisitions réalisées au cours des douze derniers mois et de l'optimisation de certaines activités de détail et du siège social au quatrième trimestre 2013, de même que de la réduction des coûts des régimes de retraite et des dépenses liées aux régimes d'assurance collective. Ces éléments ont été contrebalancés en partie par la hausse régulière des salaires et la hausse de la rémunération liée à la performance. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, les salaires et

avantages du personnel incluait des indemnités de départ de 6,1 millions \$ en comparaison des charges au titre des indemnités de départ de 6,3 millions \$ engagées en 2013 dans le cadre des initiatives de restructuration.

Les **frais d'occupation de locaux et technologie** ont augmenté de 15,4 millions \$, pour s'établir à 186,7 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2014. L'augmentation découle surtout des frais de technologie plus importants associés à la croissance continue des affaires et aux offres de services virtuels bonifiées. La hausse de la charge d'amortissement associée à la finalisation de projets de TI liés à la réglementation ainsi que les coûts associés aux nouveaux locaux occupés ont également contribué à cette augmentation. De plus, les frais d'occupation de locaux et technologie pour 2014 comprenaient des pertes de valeur de 1,6 million \$ liées aux projets de TI découlant des initiatives de restructuration.

Les **autres frais autres que d'intérêt** ont diminué de 4,7 millions \$, ou 4 %, passant de 106,1 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013 à 101,4 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2014. Comme la grande partie des synergies de coûts liées aux acquisitions s'est réalisée, la Banque a continué d'exercer un contrôle rigoureux des dépenses discrétionnaires.

Les **frais liés aux regroupements d'entreprises** pour l'exercice clos le 31 octobre 2014 ont totalisé 12,9 millions \$, par rapport à 38,2 millions \$ il y a un an. Les frais liés à l'intégration comprenaient principalement les coûts de la conversion des systèmes de TI, les salaires, les honoraires professionnels, les coûts de relocalisation des employés et d'autres frais liés principalement à l'intégration des activités de la Fiducie AGF. L'intégration des activités de la Fiducie AGF a pris fin au quatrième trimestre 2014.

Le ratio d'efficacité ajusté a été de 71,0 % pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, par rapport à 72,8 % pour l'exercice clos le 31 octobre 2013. Sur la même base, la Banque a généré un levier d'exploitation positif de 2,4 % d'un exercice à l'autre, du fait principalement des synergies de coûts liées aux acquisitions, du contrôle continu et rigoureux des coûts et des efforts visant à améliorer ses activités ainsi que de l'augmentation des autres revenus.

Impôts sur le résultat

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, les impôts sur le résultat se sont élevés à 40,7 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'est établi à 22,5 %. Ce taux d'imposition inférieur au taux prévu par la loi découle principalement des retombées positives des investissements de la Banque dans des valeurs mobilières canadiennes qui génèrent des revenus de dividendes non imposables et de l'imposition réduite des revenus tirés des activités d'assurance à l'étranger. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, les impôts sur le résultat se sont élevés à 31,4 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'est établi à 20,8 %. L'augmentation d'un exercice à l'autre du taux d'imposition effectif pour l'exercice clos le 31 octobre 2014 découlait du niveau relativement plus élevé du revenu imposable au Canada et d'une charge non déductible d'impôt de 4,1 millions \$ découlant du règlement final de la contrepartie éventuelle liée à l'acquisition de la Fiducie AGF.

Trimestre clos le 31 octobre 2014 comparativement au trimestre clos le 31 octobre 2013

Le résultat net s'est établi à 33,8 millions \$, soit un résultat dilué par action de 1,09 \$, pour le quatrième trimestre 2014, en comparaison de 25,9 millions \$, ou un résultat dilué par action de 0,82 \$, pour le quatrième trimestre 2013. Le résultat net ajusté s'est établi à 42,6 millions \$ pour le quatrième trimestre clos le 31 octobre 2014, en hausse par rapport à 38,5 millions \$ au trimestre correspondant de 2013, tandis que le résultat dilué par action ajusté a été de 1,39 \$, par rapport à 1,26 \$ en 2013. Le résultat net pour le quatrième trimestre 2014 a subi l'incidence négative des charges de restructuration au titre de l'optimisation de certaines activités de détail et du siège social, précisée à la rubrique Éléments d'ajustement.

Revenu total

Le revenu total a augmenté de 5,9 millions \$, ou 3 %, pour atteindre 221,4 millions \$ au quatrième trimestre 2014, en regard de 215,5 millions \$ au quatrième trimestre 2013, la hausse des autres revenus d'un exercice à l'autre ayant été en partie contrebalancée par la baisse du revenu net d'intérêt d'un exercice à l'autre.

Le **revenu net d'intérêt** a diminué de 1,3 million \$, ou 1 %, pour s'établir à 140,1 millions \$ pour le quatrième trimestre 2014, par rapport à 141,4 millions \$ au quatrième trimestre 2013, du fait essentiellement de la baisse prévue du niveau de prêts personnels. Dans l'ensemble, la marge a reculé, pour passer de 1,66 % au quatrième trimestre 2013 à 1,61 % au quatrième trimestre 2014, principalement par suite du niveau plus élevé de liquidités découlant de l'obtention, par la Banque, de dépôts institutionnels à prix plus avantageux en anticipation de la croissance des prêts prévue.

Les **autres revenus** ont augmenté de 7,2 millions \$, ou 10 %, pour atteindre 81,3 millions \$ au quatrième trimestre 2014, comparativement à 74,1 millions \$ au quatrième trimestre 2013. La hausse des revenus de trésorerie et de marchés financiers attribuable principalement à l'augmentation des profits nets réalisés sur les valeurs mobilières, ainsi que la solidité constante des commissions sur les ventes de fonds communs de placement et des commissions sur prêts ont contribué à l'augmentation d'un exercice à l'autre. Ces résultats ont été en partie contrebalancés par la diminution des revenus liés aux comptes d'investissement par rapport au quatrième trimestre 2013.

Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis et réévaluation de la contrepartie éventuelle

Pour le quatrième trimestre 2014, l'amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis s'est élevé à 1,5 million \$, en comparaison de 1,0 million \$ au quatrième trimestre 2013. Voir la note 30 des états financiers consolidés annuels audités.

Provisions pour pertes sur prêts

Les provisions pour pertes sur prêts ont augmenté de 0,5 million \$, passant de 10,0 millions \$ au quatrième trimestre 2013 à 10,5 millions \$ au quatrième trimestre 2014. Les pertes sur prêts sont demeurées basses, un niveau qui reflète la qualité globale sous-jacente des portefeuilles de prêts et le contexte du crédit toujours favorable. Les pertes sur prêts personnels ont diminué de 2,4 millions \$ comparativement à celles du quatrième trimestre 2013, reflétant essentiellement le bas niveau des provisions dans les portefeuilles de prêts à l'investissement et de financement aux points de vente en comparaison de l'exercice précédent, compte tenu de la réduction des volumes de prêts. Les pertes sur prêts hypothécaires résidentiels ont enregistré une hausse de 0,4 million \$ par rapport au quatrième trimestre 2013. Les pertes sur prêts hypothécaires commerciaux et prêts commerciaux ont atteint un montant combiné de 0,7 million \$ au quatrième trimestre 2014, une augmentation de 2,5 millions \$ d'un exercice à l'autre, en comparaison d'un recouvrement net de 1,8 million \$ au quatrième trimestre 2013. Cette hausse des pertes sur prêts d'un exercice à l'autre découle principalement de la croissance des portefeuilles sous-jacents, de même que des règlements favorables plus élevés et des améliorations au quatrième trimestre 2013 comparativement au quatrième trimestre 2014.

Frais autres que d'intérêt

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 6,4 millions \$, pour atteindre 166,3 millions \$ au quatrième trimestre 2014, par rapport à 172,7 millions \$ au quatrième trimestre 2013. Cette diminution reflète surtout la baisse de 7,0 millions \$ des frais d'intégration liés aux regroupements d'entreprises, étant donné que les activités d'intégration à B2B Banque ont été achevées au quatrième trimestre 2014. Les frais autres que d'intérêt ajustés de la Banque sont demeurés essentiellement inchangés, puisque le contrôle rigoureux des coûts, les synergies liées aux acquisitions et l'examen des processus ont contrebalancé la hausse de certaines charges de restructuration engagées au quatrième trimestre 2014, comme il est précisé ci-haut.

Les **salaires et avantages du personnel** se sont établis à 87,5 millions \$ au quatrième trimestre 2014, une baisse de 3,4 millions \$, ou 4 %, comparativement au quatrième trimestre 2013, surtout en raison de la réduction de l'effectif découlant des synergies liées aux acquisitions réalisées au cours des douze derniers mois et de l'optimisation de certaines activités de détail et du siège social au quatrième trimestre 2013. Au quatrième trimestre 2014, les salaires comprenaient des indemnités de départ de 6,1 millions \$ liées aux initiatives de restructuration, par rapport à des charges de restructuration de 6,3 millions \$ au quatrième trimestre 2013. La hausse régulière des salaires ainsi que des coûts des régimes de retraite et des provisions pour la rémunération liée à la performance plus élevés ont en partie contrebalancé cette baisse d'un exercice à l'autre.

Les **frais d'occupation de locaux et technologie** ont augmenté de 4,3 millions \$ pour s'établir à 49,6 millions \$ par rapport à ceux du quatrième trimestre 2013. Cette augmentation découle surtout de pertes de valeur liées aux projets de TI de 1,6 million \$ subies dans le cadre des initiatives de restructuration, comme il est précisé ci-haut, ainsi que de la croissance continue des affaires et de la bonification de l'offre de services virtuels.

Les **autres frais autres que d'intérêt** de 26,3 millions \$ pour le quatrième trimestre 2014 sont demeurés relativement inchangés par rapport à ceux du quatrième trimestre 2013, signe que le contrôle rigoureux des coûts se poursuit.

Les **frais liés aux regroupements d'entreprises** pour le quatrième trimestre 2014 ont totalisé 2,9 millions \$ par rapport à 10,0 millions \$ il y a un an. Au cours du quatrième trimestre 2014, les frais liés à l'intégration étaient principalement associés à la relocalisation des employés et à l'achèvement des activités d'intégration.

Le ratio d'efficacité ajusté a été de 70,3 % au quatrième trimestre 2014, par rapport à 72,6 % au quatrième trimestre 2013, les synergies découlant du processus d'intégration et les efforts visant à améliorer les dépenses d'exploitation portant leurs fruits.

Impôts sur le résultat

Pour le trimestre clos le 31 octobre 2014, les impôts sur le résultat se sont élevés à 9,4 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'est établi à 21,7 %. Ce taux d'imposition inférieur au taux prévu par la loi découle principalement des retombées positives des investissements de la Banque dans des valeurs mobilières canadiennes qui génèrent des revenus de dividendes non imposables, et de l'imposition réduite des revenus tirés des activités d'assurance à l'étranger. Pour le trimestre clos le 31 octobre 2013, les impôts sur le résultat se sont élevés à 6,0 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'est établi à 18,8 %. D'un exercice à l'autre, l'augmentation du taux d'imposition effectif pour le trimestre clos le 31 octobre 2014 découlait du niveau relativement plus élevé du revenu imposable au Canada.

Trimestre clos le 31 octobre 2014 comparativement au trimestre clos le 31 juillet 2014

Le résultat net a été de 33,8 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,09 \$, pour le quatrième trimestre 2014, par rapport à 40,1 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,27 \$, pour le troisième trimestre 2014. Comme il a été mentionné précédemment, le résultat net du quatrième trimestre 2014 a subi l'incidence négative de charges de restructuration de 7,6 millions \$ (5,6 millions \$ après impôts sur le résultat), ou 0,19 \$ par action sur une base diluée. Le résultat net ajusté a été de 42,6 million \$, ou un résultat dilué par action de 1,39 \$, par rapport à 42,4 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,35 \$ pour le troisième trimestre 2014.

Le revenu total a augmenté pour s'établir à 221,4 millions \$ au quatrième trimestre 2014, comparativement à 219,6 millions \$ pour le trimestre précédent. Le revenu net d'intérêt a diminué de 1,1 million \$ séquentiellement, pour s'établir à 140,1 millions \$ au quatrième trimestre 2014, du fait essentiellement de la baisse saisonnière des pénalités sur les remboursements anticipés. La marge nette d'intérêt de la Banque a diminué séquentiellement de 4 points de base pour s'établir à 1,61 % au quatrième trimestre 2014, en comparaison de 1,65 % pour le troisième trimestre 2014, ce qui s'explique par la baisse des pénalités sur les remboursements anticipés et des niveaux plus élevés de liquidités en anticipation d'une croissance plus importante des prêts au cours des prochains trimestres.

Les autres revenus ont augmenté séquentiellement de 2,9 millions \$, pour atteindre 81,3 millions \$ au quatrième trimestre 2014. La hausse des frais et commissions sur prêts ainsi que celle des revenus de trésorerie et de marchés financiers attribuable aux profits nets réalisés plus élevés sur les valeurs mobilières et aux revenus plus importants tirés des activités de négociation sont les principaux facteurs de cette augmentation, mais ont été contrebalancés en partie par les revenus légèrement plus bas tirés des activités de courtage.

Le poste Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis et réévaluation de la contrepartie éventuelle s'est établi à 1,5 million \$ au quatrième trimestre 2014, un niveau inchangé par rapport au troisième trimestre 2014. Voir la note 30 des états financiers consolidés annuels audités pour de plus amples renseignements.

Les provisions pour pertes sur prêts sont demeurées basses, à 10,5 millions \$, au quatrième trimestre 2014, soit au même niveau qu'au troisième trimestre 2014, reflet de la haute qualité continue du portefeuille et des conditions de crédit favorables.

Les frais autres que d'intérêt se sont élevés à 166,3 millions \$ au quatrième trimestre 2014, comparativement à 156,0 millions \$ au troisième trimestre 2014. Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration et des charges de restructuration engagées aux troisième et quatrième trimestres 2014, les frais autres que d'intérêt ont légèrement augmenté de 1 % séquentiellement, la Banque ayant continué de contrôler ses coûts de manière prudente.

Situation financière

BILAN RÉSUMÉ ^[1]

En milliers de dollars canadiens (non audité)	AU 31 OCTOBRE 2014	AU 31 OCTOBRE 2013
ACTIF		
Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	248 855 \$	208 838 \$
Valeurs mobilières	4 880 460	4 480 525
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente	1 562 677	1 218 255
Prêts et acceptations, montant net	27 310 208	27 113 107
Autres actifs	846 481	890 301
	34 848 681 \$	33 911 026 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Dépôts	24 523 026 \$	23 927 350 \$
Autres passifs	3 469 674	3 129 918
Dette liée aux activités de titrisation	4 863 848	4 974 714
Dette subordonnée	447 523	445 473
Capitaux propres	1 544 610	1 433 571
	34 848 681 \$	33 911 026 \$

[1] Les chiffres comparatifs de 2013 tiennent compte de l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*. Voir la note 4 des états financiers consolidés annuels audités.

L'actif au bilan s'élevait à 34,8 milliards \$ au 31 octobre 2014, en hausse de 0,9 milliard \$, ou 3 %, par rapport à 33,9 milliards \$ au 31 octobre 2013. Cette hausse est principalement liée au niveau élevé des liquidités, comme il est précisé ci-après.

Liquidités

Les liquidités, y compris la trésorerie, les dépôts auprès d'autres banques, les valeurs mobilières et les valeurs acquises en vertu de conventions de revente, ont totalisé 6,7 milliards \$ au 31 octobre 2014, une hausse de 0,8 milliard \$ comparativement au 31 octobre 2013. Ce niveau plus élevé de liquidités reflète l'augmentation des dépôts institutionnels en fin d'exercice, étant donné que la Banque a maintenu des sources de financement diversifiées en appui à la croissance prévue des prêts. Dans l'ensemble, la Banque continue de gérer avec prudence le niveau de ses liquidités et de détenir des liquidités suffisantes de diverses sources pour respecter ses obligations financières actuelles et futures, dans des conditions tant normales qu'exceptionnelles.

Prêts

Les prêts et les acceptations bancaires, déduction faite des provisions cumulatives, se sont établis à 27,3 milliards \$ au 31 octobre 2014, en légère hausse par rapport au 31 octobre 2013. Depuis le début de l'exercice, la croissance interne soutenue des portefeuilles commerciaux à marge plus élevée a surpassé la diminution du portefeuille de prêts à l'investissement, tandis que le portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels a seulement enregistré une légère hausse. Les prêts commerciaux, y compris les acceptations bancaires, ont augmenté de 400,5 millions \$, ou 15 %, depuis le 31 octobre 2013, la Banque ayant accéléré le développement de ses activités commerciales et commencé à bénéficier des résultats du lancement de sa nouvelle offre de crédit-bail. Depuis le 31 octobre 2013, les prêts hypothécaires commerciaux ont augmenté de 264,8 millions \$, ou 11 %, compte non tenu d'une vente de prêts de 102,4 millions \$ au deuxième trimestre 2014. Les prêts personnels ont enregistré une baisse de 452,4 millions \$, ou 6 %, depuis le 31 octobre 2013, imputable essentiellement à la réduction des portefeuilles de prêts à l'investissement et, dans une moindre mesure, à la rationalisation continue des activités de financement aux points de vente. Les prêts hypothécaires résidentiels ont progressé de 90,3 millions \$ par rapport au 31 octobre 2013, la croissance des prêts hypothécaires de B2B Banque ayant été appuyée par sa bonification des solutions hypothécaires alternatives.

Les prêts douteux bruts se sont établis à 102,1 millions \$ au 31 octobre 2014, une légère augmentation de 2,7 millions \$, ou 3 %, par rapport à 99,4 millions \$ au 31 octobre 2013, l'amélioration constante de la qualité du crédit au cours de l'exercice, notamment dans le portefeuille de prêts commerciaux, ayant été contrebalancée par l'augmentation des prêts douteux du portefeuille de prêts personnels.

Passif

Les dépôts de particuliers se sont établis à 18,7 milliards \$ au 31 octobre 2014, une baisse de 0,5 milliard \$, ou 3 %, par rapport à 19,3 milliards \$ au 31 octobre 2013, la Banque ayant optimisé sa stratégie actuelle de financement en se concentrant sur les dépôts directs de clients, en ayant davantage accès à des sources de financement institutionnel et en réduisant le recours global à du financement obtenu auprès de courtiers par l'entremise de B2B Banque. Par conséquent, les dépôts d'entreprises et autres ont augmenté de 1,1 milliard \$, ou 24 %, depuis le 31 octobre 2013 pour s'établir à 5,8 milliards \$ au 31 octobre 2014, principalement en raison de nouveaux dépôts obtenus au cours du deuxième semestre 2014. Les dépôts de particuliers représentaient 76 % du total des dépôts au 31 octobre 2014, en comparaison à 81 % au 31 octobre 2013. Ce ratio reste tout de même bien au-delà de la moyenne canadienne et aidera à répondre aux exigences en matière de liquidités de Bâle III à venir.

La dette liée aux activités de titrisation et la dette subordonnée n'ont relativement pas changé depuis le 31 octobre 2013 et se sont établies respectivement à 4,9 milliards \$ et 0,4 milliard \$ au 31 octobre 2014.

Capitaux propres

Les capitaux propres se sont établis à 1 544,6 millions \$ au 31 octobre 2014, comparativement à 1 433,6 millions \$ au 31 octobre 2013. Cette augmentation est principalement attribuable à la contribution du résultat net pour l'exercice, déduction faite des dividendes déclarés et de l'incidence nette des opérations sur actions privilégiées présentées ci-après. De plus, l'émission de 410 587 nouvelles actions ordinaires en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions a également contribué à l'accroissement des capitaux propres. La valeur comptable par action ordinaire de la Banque a augmenté et s'établissait à 45,89 \$ au 31 octobre 2014, comparativement à 43,19 \$ au 31 octobre 2013. Au 3 décembre 2014, 28 943 601 actions ordinaires et 20 000 options d'achat d'actions étaient en circulation.

Le 3 avril 2014, la Banque a émis 5 000 000 d'actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif, série 13, répondant aux exigences de Bâle III (les « actions privilégiées, série 13 »), à un prix de 25 \$ l'action, pour un produit brut de 125,0 millions \$, ou 120,9 millions \$ compte tenu des frais d'émission de 4,1 millions \$ (2,9 millions \$ après impôts sur le résultat), et portant un taux de dividende annuel de 4,3 %.

Le 15 juin 2014, la Banque a racheté 4 400 000 actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif, série 10 (les « actions privilégiées, série 10 ») portant un taux de dividende annuel de 5,3 %, à un prix de 25 \$ l'action, pour un montant total de 110,0 millions \$.

Mesures de performance 2015

Le tableau qui suit présente les objectifs de la Banque pour 2015.

OBJECTIFS FINANCIERS 2015 ^[1]

	RÉSULTATS DE 2014	OBJECTIFS DE 2015 ^[2]
Résultat dilué par action ajusté	5,31 \$	Croissance de 5 % à 8 %
Ratio d'efficacité ajusté	71,0 %	< 71,0 %
Levier d'exploitation ajusté	2,4 %	Positif
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	11,9 %	≥ 12,0 %
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires — base « tout compris »	7,9 %	> 7,0 %

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

[2] Les objectifs pour 2015 doivent être lus avec les paragraphes suivants sur les hypothèses clés.

Au cours des derniers exercices, la Banque a sans cesse amélioré sa rentabilité et a considérablement diversifié ses activités. La direction demeure engagée à assurer la croissance rentable et à profiter pleinement des occasions qui se présentent actuellement sur le marché.

La direction est convaincue que la Banque est bien positionnée pour améliorer davantage sa performance en 2015. Les stratégies visant à stimuler la croissance des produits à marge plus élevée, principalement au moyen des activités commerciales, ainsi que l'offre de nouveaux produits, comme le crédit-bail et les prêts hypothécaires alternatifs, devraient améliorer davantage la composition du portefeuille de prêts, incluant la diversification géographique, et permettre à la Banque de poursuivre sur sa lancée. En outre, la Banque continuera de faire preuve de rigueur en matière de dépenses et de miser sur la concrétisation des opportunités d'affaires pour accroître davantage son efficacité. De plus, la direction s'attend à ce que la qualité du crédit du portefeuille de prêts demeure avantageuse par rapport à l'industrie.

Hypothèses clés à la base des objectifs de la Banque

Les hypothèses suivantes représentent les éléments les plus importants qui ont été pris en considération dans l'élaboration des priorités stratégiques et des objectifs financiers de la Banque. Les objectifs de la Banque ne constituent pas une ligne directrice et sont fondés sur certaines hypothèses clés relatives à la planification. D'autres facteurs, comme ceux qui figurent à la rubrique « Mise en garde concernant les énoncés prospectifs » au début du rapport de gestion et à la rubrique « Profil de risque et cadre de gestion des risques » pourraient également faire en sorte que les résultats futurs diffèrent sensiblement de ces objectifs.

Survol des perspectives économiques pour 2015

Le récent recul du prix du pétrole devrait soutenir la croissance mondiale en 2015, principalement aux États-Unis où l'économie poursuit sa croissance au même rythme modéré. Au Canada, la dépréciation du dollar canadien, la baisse des coûts de l'énergie et la demande robuste de la part des États-Unis devraient améliorer les perspectives au Québec et en Ontario et resserrer l'écart entre la performance économique de l'Ouest canadien et celle du reste du pays. Ceci pourrait faire en sorte que la Banque du Canada augmente légèrement son taux de financement à un jour d'ici la fin de 2015. Étant donné que les taux d'intérêt devraient demeurer à des niveaux historiquement bas pendant une bonne partie de 2015, tout indique un atterrissage en douceur pour le secteur de l'habitation canadien de pair avec une solidité accrue d'est en ouest.

Compte tenu du contexte économique décrit précédemment, la direction est d'avis que ses perspectives financières pour 2015 reposeront sur les facteurs suivants :

- Maintien d'une solide croissance interne des activités commerciales à marge plus élevée et des prêts hypothécaires alternatifs de B2B Banque
- Légère réduction du portefeuille de prêts à l'investissement, les investisseurs poursuivant leur processus de désendettement
- Stabilité des marges par rapport au niveau de 2014, malgré quelques légères fluctuations saisonnières
- Maintien des stratégies visant la croissance et la diversification des autres revenus
- Maintien des provisions pour pertes sur prêts à un bas niveau
- Contrôle strict des dépenses

Perspectives à moyen terme

À moyen terme, la Banque prévoit que, même dans le contexte difficile en matière de taux d'intérêt, les pressions exercées sur sa marge nette d'intérêt devraient diminuer et, éventuellement, s'inverser, la Banque continuant de cibler davantage la croissance des prêts à rendement plus élevé.

En outre, la vision stratégique de la Banque à moyen terme est la suivante :

- Faire croître B2B Banque pour renforcer sa position de leader auprès de la communauté des conseillers financiers au Canada
- Accroître sa présence dans les services bancaires commerciaux, grâce à une offre ciblée de produits, comme le crédit-bail et d'autres solutions bancaires visant des créneaux de marché
- Maintenir la présence de ses services bancaires de détail au Québec au niveau actuel
- Accroître la présence de la Banque à l'échelle du Canada
- Lorsque la réglementation révisée sera finalisée, passer de l'approche standard en matière d'adéquation des fonds propres à l'approche fondée sur les notations internes selon Bâle II

Ces objectifs stratégiques se traduisent par les objectifs financiers à moyen terme suivants :

- Accroître de 5 % à 10 % le résultat net par action d'un exercice à l'autre
- Réduire le ratio d'efficacité sous la barre des 68 %
- Générer un levier d'exploitation positif
- Maintenir des ratios de fonds propres solides supérieurs aux exigences réglementaires

Gestion du capital

Fonds propres réglementaires

Le calcul des fonds propres réglementaires est assujéti aux lignes directrices publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) qui découlent du cadre normatif sur les fonds propres à risque élaboré par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et intitulé *Bâle III : Dispositif réglementaire mondial visant à renforcer la résilience des établissements et systèmes bancaires*. Selon les exigences transitoires de la ligne directrice intitulée Normes de fonds propres du BSIF (la ligne directrice NFP), les ratios minimums des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, des fonds propres de catégorie 1 et du total des fonds propres ont été établis à respectivement 4,0 %, 5,5 % et 8,0 % pour 2014 et, pour la Banque, seront ajustés progressivement pour atteindre respectivement 7,0 %, 8,5 % et 10,5 % d'ici 2019, compte tenu de l'incidence de la réserve de conservation des fonds propres.

Dans sa ligne directrice NFP, le BSIF a indiqué qu'il s'attend à ce que les institutions de dépôts atteignent des ratios cibles de fonds propres sans prise en compte des dispositions transitoires au moins équivalents aux ratios minimums des fonds propres de 2019 majorés de la réserve de conservation des fonds propres (la base « tout compris »). La base « tout compris » inclut tous les ajustements réglementaires qui seront requis d'ici 2019, tout en maintenant les règles de retrait progressif des instruments de fonds propres non admissibles. Voir le rapport annuel 2014 de la Banque à la rubrique « Gestion du capital » pour des renseignements additionnels sur les fonds propres réglementaires de la Banque.

Comme l'indique le tableau ci-après, sur une base « tout compris », le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio total des fonds propres s'établissaient respectivement à 7,9 %, 9,4 % et 12,6 % au 31 octobre 2014. Ces ratios respectent l'ensemble des exigences actuelles.

FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES ^[1]

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	AU 31 OCTOBRE 2014	AU 31 JUILLET 2014	AU 31 OCTOBRE 2013
Fonds propres réglementaires			
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	1 087 224 \$	1 051 085 \$	1 017 659 \$
Fonds propres de catégorie 1	1 306 857 \$	1 270 718 \$	1 222 863 \$
Total des fonds propres	1 747 526 \$	1 705 687 \$	1 694 167 \$
Total de l'actif pondéré en fonction des risques ^[2]	13 844 014 \$	13 714 954 \$	13 379 834 \$
Ratios des fonds propres réglementaires			
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	7,9 %	7,7 %	7,6 %
Ratio des fonds propres de catégorie 1	9,4 %	9,3 %	9,1 %
Ratio total des fonds propres	12,6 %	12,4 %	12,7 %

[1] Les montants sont présentés selon la base « tout compris ». Les fonds propres réglementaires pour 2013 sont présentés comme déposés auprès du BSIF et n'ont pas été ajustés pour tenir compte de l'incidence de l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*.

[2] Calculé au moyen de la méthode standard pour évaluer le risque de crédit et le risque opérationnel.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires a augmenté pour passer à 7,9 % au 31 octobre 2014, comparativement à 7,6 % au 31 octobre 2013. Comme il a été mentionné précédemment, avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2013, la Banque a adopté la version modifiée de l'IAS 19, *Avantages du personnel*, ce qui a entraîné une réduction du ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires d'environ 0,2 %. Cette incidence a été plus que contrebalancée par les fonds propres générés en interne au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014, qui ont accru le total des fonds propres, alors que l'actif pondéré en fonction des risques a légèrement augmenté.

Exigence relative au ratio de levier selon Bâle

Les réformes de Bâle III visant les fonds propres sont venues ajouter une exigence en matière de ratio de levier non fondé sur le risque à titre de mesure supplémentaire des exigences de fonds propres fondées sur le risque. Le ratio de levier correspond, selon sa définition actuelle, aux fonds propres de catégorie 1 divisés par l'actif non pondéré au bilan et les engagements, les dérivés et les opérations de financement par titres, comme il est défini dans les exigences. Il diffère de l'exigence de ratio actifs/fonds propres (RAFP) actuel du BSIF en incluant davantage d'expositions hors bilan et en appliquant une définition plus restreinte des fonds propres (ciblant les fonds propres de catégorie 1 plutôt que le total des fonds propres).

En janvier 2014, le CBCB a publié le texte intégral de la norme relative au ratio de levier de Bâle III et les exigences en matière de divulgation à la suite de l'approbation par son organe directeur. Dans sa ligne directrice relative aux exigences en matière de ratio de levier publiée en octobre 2014, le BSIF a indiqué qu'il remplacera le RAFP par le nouveau ratio de levier de Bâle III à

compter du 1^{er} janvier 2015. Il est prévu que les institutions de dépôt fédérales maintiennent un ratio de levier selon Bâle III égal ou supérieur à 3 % en tout temps.

Notes de crédit

Le 20 octobre 2014, DBRS Limited a augmenté la note de crédit long terme de la Banque, incluant la note de crédit des dépôts et dettes de premier rang de BBB (haut) à A (bas). Parallèlement, les notes de la dette subordonnée, des actions privilégiées admissibles comme fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV) et des autres actions privilégiées ont été rehaussées. L'augmentation des notes de crédit de la Banque, une des rares depuis 2008 pour une banque canadienne, est particulièrement intéressante puisqu'elle améliore l'accessibilité au marché des investisseurs institutionnels.

Dividendes

Le 6 novembre 2014, le conseil d'administration a déclaré le dividende régulier sur les actions privilégiées, série 11 et sur les actions privilégiées, série 13 aux actionnaires inscrits en date du 8 décembre 2014. Au cours de sa réunion du 10 décembre 2014, compte tenu de la solidité des résultats de la Banque, de son bilan et de sa position en matière de fonds propres, le conseil d'administration a approuvé une augmentation de 0,02 \$ par action, ou 4 %, du dividende trimestriel et a ainsi déclaré un dividende de 0,54 \$ par action ordinaire, payable le 1^{er} février 2015 aux actionnaires inscrits en date du 2 janvier 2015. Lors de cette même réunion, le conseil d'administration a décidé que, pour le dividende payable le 1^{er} février 2015 et jusqu'à nouvel ordre, les actions attribuées en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions de la Banque seront achetées sur le marché. Par conséquent, aucun escompte ne s'appliquera à ces actions ordinaires.

DIVIDENDES SUR ACTIONS ORDINAIRES ET RATIO DU DIVIDENDE VERSÉ ^[1]

En dollars canadiens, sauf les ratios du dividende versé (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES			
	31 OCTOBRE 2014	31 JUILLET 2014	31 OCTOBRE 2013	31 OCTOBRE 2014	31 OCTOBRE 2013	31 OCTOBRE 2012	31 OCTOBRE 2011
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,52 \$	0,52 \$	0,50 \$	2,06 \$	1,98 \$	1,84 \$	1,62 \$
Ratio du dividende versé ^[2]	47,8%	40,9%	61,2%	45,7%	52,0%	37,0%	34,8%
Ratio du dividende versé ajusté ^[2]	37,3%	38,6%	39,6%	38,7%	39,0%	36,9%	32,9%

[1] Les chiffres comparatifs de 2013 tiennent compte de l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*. Les chiffres comparatifs de 2012 et 2011 n'ont pas été retraités. Voir la note 4 des états financiers consolidés annuels audités.

[2] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

Information sectorielle

Cette rubrique présente les activités de la Banque selon sa structure organisationnelle. Les services aux particuliers, aux entreprises, aux intermédiaires financiers et aux clients institutionnels sont offerts par l'intermédiaire des trois secteurs d'activité suivants : Particuliers et Entreprises, B2B Banque et Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marché des capitaux. Les autres activités de la Banque sont regroupées dans le secteur Autres.

Réalignement des secteurs à présenter

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2013, la Banque présente ses activités de détail et commerciales, qui étaient antérieurement présentées dans les secteurs d'activité Particuliers et PME-Québec, ainsi qu'Immobilier et Commercial, dans le secteur d'activité nouvellement créé Particuliers et Entreprises. Le nouveau secteur d'activité reflète mieux les interactions entre ces activités. De plus, les nouveaux secteurs font en sorte que la présentation de l'information financière de la Banque est davantage conforme à la pratique de l'industrie. Les secteurs d'activité B2B Banque et Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux ne sont pas touchés par ce réalignement. De plus, certaines restructurations mises en œuvre au quatrième trimestre 2013 ont entraîné des ajustements mineurs à la répartition sectorielle. Les chiffres comparatifs de 2013 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation actuelle.

Particuliers et Entreprises ^[1]

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2014	31 JUILLET 2014	31 OCTOBRE 2013	31 OCTOBRE 2014	31 OCTOBRE 2013
Revenu net d'intérêt	99 724 \$	99 591 \$	97 318 \$	394 961 \$	386 848 \$
Autres revenus	54 083	50 854	49 131	202 677	191 261
Revenu total	153 807	150 445	146 449	597 638	578 109
Provisions pour pertes sur prêts	6 786	8 759	4 517	33 235	21 438
Frais autres que d'intérêt	108 929	102 355	110 131	411 040	424 412
Résultat avant impôts sur le résultat	38 092	39 331	31 801	153 363	132 259
Impôts sur le résultat	9 493	9 378	7 392	36 251	30 342
Résultat net	28 599 \$	29 953 \$	24 409 \$	117 112 \$	101 917 \$
Ratio d'efficacité ^[2]	70,8 %	68,0 %	75,2 %	68,8 %	73,4 %
Résultat net ajusté ^[2]	33 359 \$	29 953 \$	28 285 \$	121 872 \$	105 793 \$
Ratio d'efficacité ajusté ^[2]	66,6 %	68,0 %	71,6 %	67,7 %	72,5 %

[1] Les chiffres comparatifs de 2013 reflètent le réaligement des secteurs à présenter et l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*. Voir les notes 4 et 21 des états financiers consolidés annuels audités.

[2] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR. Les mesures financières ajustées ne tiennent pas compte des charges de restructuration désignées comme étant des éléments d'ajustement.

Exercice clos le 31 octobre 2014

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, la contribution du secteur d'activité Particuliers et Entreprises au résultat net ajusté a été de 121,9 millions \$, une augmentation de 15 % par rapport à 105,8 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013. Le résultat net comme présenté a été de 117,1 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, par rapport à 101,9 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013.

Le revenu total a augmenté de 19,5 millions \$ pour passer de 578,1 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013 à 597,6 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, par suite principalement de la croissance interne du portefeuille de prêts commerciaux et de la solide augmentation des autres catégories de revenus. Le revenu net d'intérêt a augmenté de 8,1 millions \$ pour atteindre 395,0 millions \$, ce qui est attribuable à la meilleure composition du portefeuille de prêts, contrebalancée en partie par la compression de la marge résiduelle prévue et par la baisse des pénalités sur les remboursements anticipés des prêts hypothécaires résidentiels. Les autres revenus ont augmenté de 6 %, ou 11,4 millions \$, pour atteindre 202,7 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, dû principalement à la hausse des commissions sur la vente de fonds communs de placement et des revenus d'assurance, ainsi qu'à la progression des commissions sur prêts découlant de l'augmentation des activités de souscription et de l'accroissement des pénalités sur les remboursements anticipés dans le portefeuille commercial.

Les pertes sur prêts ont augmenté de 11,8 millions \$, pour passer de 21,4 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013 à 33,2 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2014. En 2013, les pertes sur prêts hypothécaires commerciaux et sur prêts commerciaux avaient été avantagées par des règlements favorables relativement élevés et des améliorations. La hausse des pertes sur prêts d'un exercice à l'autre reflète principalement la croissance des portefeuilles sous-jacents. Toutefois, le niveau global des pertes sur prêts est demeuré très bas.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 13,4 millions \$, ou 3 %, passant de 424,4 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013 à 411,0 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, du fait surtout de la diminution des salaires et des autres frais attribuable à l'optimisation de certaines activités de détail au quatrième trimestre 2013 et du contrôle rigoureux des dépenses discrétionnaires. Le ratio d'efficacité ajusté s'est établi à 67,7 % pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, par rapport à 72,5 % pour l'exercice clos le 31 octobre 2013. Le secteur d'activité a généré un levier d'exploitation ajusté positif de 6,9 % d'un exercice à l'autre, qui témoigne de l'importance accordée par la Banque au contrôle rigoureux des coûts et à la croissance des autres revenus et des activités commerciales.

La direction demeure engagée à assurer la croissance soutenue de la rentabilité et à accroître l'efficacité opérationnelle. À ce titre, en octobre 2014, la Banque a mis en œuvre des initiatives de restructuration additionnelles visant certaines activités de détail pour réaligner les priorités stratégiques et réduire les coûts de manière durable. Ces initiatives ont donné lieu à des charges de 6,5 millions \$ (4,8 millions \$ après impôts sur le résultat). L'optimisation de certaines activités de détail au quatrième trimestre 2013 a entraîné des charges de 5,3 millions \$ (3,9 millions \$ après impôts sur le résultat) en 2013.

Trois mois clos le 31 octobre 2014

La contribution du secteur Particuliers et Entreprises au résultat net ajusté a été de 33,4 millions \$ au quatrième trimestre 2014, une augmentation de 18% par rapport à 28,3 millions \$ au quatrième trimestre 2013. Le résultat net comme présenté a été de 28,6 millions \$ au quatrième trimestre 2014, par rapport à 24,4 millions \$ au quatrième trimestre 2013. Le résultat net comme présenté du secteur d'activité pour le quatrième trimestre 2014 a subi l'incidence négative de charges de restructuration de 6,5 millions \$ (4,8 millions \$ après impôts sur le résultat) liées à l'optimisation accrue de certaines activités de détail, en comparaison de charges de restructuration de 5,3 millions \$ (3,9 millions \$ après impôts sur le résultat) pour le quatrième trimestre 2013.

Le revenu total a augmenté de 7,4 millions \$ de 146,4 millions \$ au quatrième trimestre 2013 à 153,8 millions \$ au quatrième trimestre 2014. Le revenu net d'intérêt a augmenté de 2,4 millions \$ pour s'établir à 99,7 millions \$, ce qui est attribuable à la bonne croissance des portefeuilles de prêts commerciaux à marge plus élevée, en partie contrebalancée par la compression de la marge. Les autres revenus ont augmenté de 5,0 millions \$, pour s'établir à 54,1 millions \$ au quatrième trimestre 2014, en raison surtout de la hausse des commissions sur la vente de fonds communs de placement et des commissions sur prêts découlant de l'augmentation de l'activité de souscription.

Les pertes sur prêts ont augmenté de 2,3 millions \$, passant de 4,5 millions \$ au quatrième trimestre 2013 à 6,8 millions \$ au quatrième trimestre 2014. Le niveau plus élevé de pertes comparativement à il y a un an découle essentiellement de la croissance des portefeuilles de prêts hypothécaires commerciaux et de prêts commerciaux sous-jacents, ainsi que des règlements favorables relativement élevés et des améliorations au quatrième trimestre 2013 par rapport au quatrième trimestre 2014.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 1,2 million \$, ou 1 %, passant de 110,1 millions \$ au quatrième trimestre 2013 à 108,9 millions \$ au quatrième trimestre 2014, la diminution des salaires et des autres frais attribuable à l'optimisation de certaines activités de détail au quatrième trimestre 2013 et au contrôle rigoureux des dépenses discrétionnaires ayant contrebalancé la hausse de certaines charges de restructuration engagées au quatrième trimestre 2014, comme il est mentionné précédemment. Le ratio d'efficacité ajusté du secteur d'activité a diminué, pour passer de 71,6 % au quatrième trimestre 2013 à 66,6 % au quatrième trimestre 2014.

En comparaison du troisième trimestre 2014, le résultat net ajusté a augmenté de 11%, ce qui s'explique essentiellement par la hausse des frais et commissions sur prêts et par la baisse des pertes sur prêts hypothécaires commerciaux.

B2B Banque ^[1]

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2014	31 JUILLET 2014	31 OCTOBRE 2013	31 OCTOBRE 2014	31 OCTOBRE 2013
Revenu net d'intérêt	43 591 \$	44 402 \$	46 072 \$	177 567 \$	190 928 \$
Autres revenus	8 348	8 804	9 406	35 361	36 705
Revenu total	51 939	53 206	55 478	212 928	227 633
Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis et réévaluation de la contrepartie éventuelle	1 508	1 511	1 006	9 653	4 426
Provisions pour pertes sur prêts	3 714	1 741	5 483	8 765	14 562
Frais autres que d'intérêt ^[2]	32 230	30 553	32 869	125 330	132 188
Frais liés aux regroupements d'entreprises ^[3]	2 911	1 564	9 951	12 861	38 244
Résultat avant impôts sur le résultat	11 576	17 837	6 169	56 319	38 213
Impôts sur le résultat	3 120	4 802	1 760	16 313	10 290
Résultat net	8 456 \$	13 035 \$	4 409 \$	40 006 \$	27 923 \$
Ratio d'efficacité ^[4]	67,7 %	60,4 %	77,2 %	64,9 %	74,9 %
Résultat net ajusté ^[4]	11 702 \$	15 293 \$	12 462 \$	57 632 \$	59 275 \$
Ratio d'efficacité ajusté ^[4]	62,1 %	57,4 %	59,2 %	58,9 %	58,1 %

[1] Les chiffres comparatifs de 2013 tiennent compte de l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*. Voir la note 4 des états financiers consolidés annuels audités.

[2] Au cours du premier trimestre 2014, la Banque a ajusté de manière rétroactive sa méthodologie de répartition des frais du siège social. Par conséquent, des frais autres que d'intérêt de 1,0 million \$ (0,7 million \$ après impôts sur le résultat) par trimestre en 2013, auparavant comptabilisés dans le secteur Autres, ont été reclassés dans les résultats du secteur d'activité B2B Banque.

[3] Frais liés à l'intégration des sociétés MRS et de la Fiducie AGF.

[4] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR. Les mesures financières ajustées ne tiennent pas compte des éléments liés aux regroupements d'entreprise désignés comme étant des éléments d'ajustement.

Exercice clos le 31 octobre 2014

La contribution du secteur d'activité B2B Banque au résultat net ajusté s'est élevée à 57,6 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, en baisse de 1,6 million \$, ou 3 %, par rapport à la période correspondante de 2013. Le résultat net comme présenté pour l'exercice clos le 31 octobre 2014 a augmenté de 12,1 millions \$, pour atteindre 40,0 millions \$, en comparaison de 27,9 millions \$ en 2013.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014, le revenu total a diminué pour s'établir à 212,9 millions \$ par rapport à 227,6 millions \$ pour la période correspondante de 2013. Le revenu net d'intérêt a baissé de 13,4 millions \$, pour s'établir à 177,6 millions \$, ce qui s'explique essentiellement par le niveau réduit des prêts à l'investissement à marge élevée, les investisseurs poursuivant leur processus de désendettement, et par la compression de la marge sur les portefeuilles de prêts hypothécaires. Les autres revenus ont totalisé 35,4 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, en baisse de 1,3 million \$ par rapport aux autres revenus de 36,7 millions \$ pour la période correspondante de 2013, en raison surtout de la diminution des revenus tirés des comptes autogérés et des frais de service connexes.

Comme il est indiqué ci-dessus, le poste Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis et réévaluation de la contrepartie éventuelle a augmenté de 5,2 millions \$ pour atteindre 9,7 millions \$ à l'exercice clos le 31 octobre 2014. Cette augmentation est grandement attribuable à une charge additionnelle non déductible d'impôt de 4,1 millions \$ comptabilisée au titre du règlement de la contrepartie éventuelle liée à l'acquisition de la Fiducie AGF. Voir la note 30 des états financiers consolidés annuels audités pour de plus amples renseignements.

Les pertes sur prêts ont diminué de 5,8 millions \$ en comparaison de l'exercice clos le 31 octobre 2013, et se sont élevées à 8,8 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2014. Cette diminution s'explique par la baisse des provisions pour pertes sur les portefeuilles de prêts à l'investissement attribuable à la réduction des volumes de prêts par rapport à il y a un an, laquelle a été en partie contrebalancée par l'augmentation des provisions pour pertes sur les autres prêts personnels.

Compte non tenu des frais liés aux regroupements d'entreprises, les frais autres que d'intérêt ont diminué de 6,9 millions \$, ou 5 %, pour s'établir à 125,3 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, par rapport à 132,2 millions \$ en 2013. Cette diminution est essentiellement attribuable à la réalisation des synergies prévues liées aux acquisitions. Compte tenu de l'achèvement des activités d'intégration au quatrième trimestre 2014, les frais liés à l'intégration pour l'exercice clos le 31 octobre 2014 ont diminué de 25,4 millions \$ pour s'établir à 12,9 millions \$ et étaient surtout liés à la finalisation des processus, à la relocalisation des employés et à l'harmonisation des produits.

Trois mois clos le 31 octobre 2014

La contribution du secteur d'activité B2B Banque au résultat net ajusté s'est établie à 11,7 millions \$ au quatrième trimestre 2014, soit une baisse de 0,8 million \$, par rapport à la contribution de 12,5 millions \$ au quatrième trimestre 2013. Le résultat net comme présenté pour le quatrième trimestre 2014 a été de 8,5 millions \$, comparativement à 4,4 millions \$ il y a un an.

Le revenu total a diminué, pour s'établir à 51,9 millions \$ au quatrième trimestre 2014, comparativement à 55,5 millions \$ pour le quatrième trimestre 2013. Au quatrième trimestre 2014, le revenu net d'intérêt a baissé de 2,5 millions \$ par rapport à celui de la période correspondante de 2013, pour s'établir à 43,6 millions \$. Cette baisse est surtout imputable au volume moins élevé des prêts à l'investissement à marge élevée et des dépôts, ainsi qu'à la compression de la marge sur les prêts hypothécaires. Les autres revenus ont atteint 8,3 millions \$ au quatrième trimestre 2014, en baisse de 1,1 million \$ par rapport au quatrième trimestre 2013, principalement en raison de la diminution du revenu tiré des comptes autogérés.

Comme il est indiqué ci-dessus, le poste Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis et réévaluation de la contrepartie éventuelle a atteint 1,5 million \$ au quatrième trimestre 2014, en comparaison de 1,0 million \$ au quatrième trimestre 2013, ce qui reflète l'amortissement plus élevé de la prime nette. Voir la note 30 des états financiers consolidés annuels audités pour de plus amples renseignements.

Au quatrième trimestre 2014, les pertes sur prêts ont baissé de 1,8 million \$ par rapport au quatrième trimestre 2013 et se sont établies à 3,7 millions \$, essentiellement pour les raisons mentionnées ci-dessus.

Compte non tenu des frais liés aux regroupements d'entreprises, les frais autres que d'intérêt ont diminué de 0,6 million \$, ou 2 %, pour s'établir à 32,2 millions \$ au quatrième trimestre 2014, par rapport à 32,9 millions \$ au quatrième trimestre 2013, dû principalement à la réalisation, plus tôt au cours de 2014, des synergies liées aux acquisitions. Au quatrième trimestre 2014, les frais liés aux regroupements d'entreprises ont diminué de 7,0 millions \$, pour s'établir à 2,9 millions \$, les activités d'intégration ayant été finalisées au cours du quatrième trimestre 2014.

En comparaison du troisième trimestre 2014, le résultat net ajusté a diminué de 3,6 millions \$, ce qui s'explique surtout par la baisse séquentielle du revenu net d'intérêt attribuable aux volumes moins importants de prêts à l'investissement, la diminution saisonnière des pénalités sur les remboursements anticipés de prêts hypothécaires et la hausse des provisions pour pertes sur

prêts. La hausse de 1,3 million \$ des frais liés aux regroupements d'entreprises a également contribué à la diminution du résultat net comme présenté par rapport à la période précédente.

Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux ^[1]

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2014	31 JUILLET 2014	31 OCTOBRE 2013	31 OCTOBRE 2014	31 OCTOBRE 2013
Revenu total	16 159 \$	18 492 \$	17 741 \$	68 406 \$	67 831 \$
Frais autres que d'intérêt	12 845	14 341	13 919	54 332	53 407
Résultat avant impôts sur le résultat	3 314	4 151	3 822	14 074	14 424
Impôts sur le résultat	890	1 114	913	3 777	3 572
Résultat net	2 424 \$	3 037 \$	2 909 \$	10 297 \$	10 852 \$
Ratio d'efficacité ^[2]	79,5 %	77,6 %	78,5 %	79,4 %	78,7 %

[1] Les chiffres comparatifs de 2013 tiennent compte de l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*. Voir la note 4 des états financiers consolidés annuels audités.

[2] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

Exercice clos le 31 octobre 2014

La contribution au résultat net du secteur d'activité Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux a légèrement diminué, pour atteindre 10,3 millions \$ au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014, en comparaison de 10,9 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013. Le revenu total a augmenté de 0,6 million \$ pour s'établir à 68,4 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, les revenus plus élevés découlant de la croissance des activités de souscription dans le marché des titres de capitaux propres de sociétés à petite capitalisation ayant été contrebalancés en partie par la baisse des frais de souscriptions dans le marché des titres à revenu fixe. L'augmentation de 0,9 million \$ des frais autres que d'intérêt, qui se sont établis à 54,3 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, est principalement attribuable à la hausse de la rémunération liée à la performance, des commissions et des frais de transaction, ce qui est conforme à l'augmentation des revenus liés aux marchés.

Trois mois clos le 31 octobre 2014

La contribution au résultat net du secteur d'activité Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marché des capitaux a diminué, pour s'établir à 2,4 millions \$ au quatrième trimestre 2014, par rapport à 2,9 millions \$ au quatrième trimestre 2013. Le revenu total a baissé de 1,6 million \$, pour atteindre 16,2 millions \$ au quatrième trimestre 2014, par rapport à 17,7 millions \$ pour le quatrième trimestre 2013, du fait essentiellement des raisons mentionnées ci-dessus. La diminution de 1,1 million \$ des frais autres que d'intérêt, qui se sont établis à 12,8 millions \$ au quatrième trimestre 2014, est principalement attribuable à la baisse de la rémunération liée à la performance, des commissions et des frais de transaction, ce qui est conforme à la baisse des revenus liés aux marchés.

Secteur Autres ^[1]

En milliers de dollars canadiens (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2014	31 JUILLET 2014	31 OCTOBRE 2013	31 OCTOBRE 2014	31 OCTOBRE 2013
Revenu net d'intérêt	(4 733) \$	(3 312) \$	(3 611) \$	(14 872) \$	(13 139) \$
Autres revenus	4 249	814	(526)	9 965	4 903
Revenu total	(484)	(2 498)	(4 137)	(4 907)	(8 236)
Frais autres que d'intérêt ^[2]	9 384	7 160	5 781	37 746	25 828
Perte avant impôts sur le résultat	(9 868)	(9 658)	(9 918)	(42 653)	(34 064)
Recouvrement d'impôts sur le résultat	(4 143)	(3 730)	(4 057)	(15 603)	(12 849)
Perte nette	(5 725) \$	(5 928) \$	(5 861) \$	(27 050) \$	(21 215) \$
Perte nette ajustée ^[3]	(4 894) \$	(5 928) \$	(5 130) \$	(26 219) \$	(20 484) \$

[1] Les chiffres comparatifs de 2013 reflètent le réalignement des secteurs à présenter et l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*. Voir les notes 4 et 21 des états financiers consolidés annuels audités.

[2] Au cours du premier trimestre 2014, la Banque a ajusté de manière rétroactive sa méthodologie de répartition des frais du siège social. Par conséquent, des frais autres que d'intérêt de 1,0 million \$ (0,7 million \$ après impôts sur le résultat) par trimestre en 2013, auparavant comptabilisés dans le secteur Autres, ont été reclassés dans les résultats du secteur d'activité B2B Banque.

[3] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR. Les mesures financières ajustées ne tiennent pas compte des charges de restructuration désignées comme étant des éléments d'ajustement.

Exercice clos le 31 octobre 2014

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, la contribution au résultat net ajusté du secteur Autres a été d'un montant négatif de 26,2 millions \$, comparativement à une contribution d'un montant négatif de 20,5 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013. Le résultat net comme présenté pour l'exercice clos le 31 octobre 2014 a été d'un montant négatif de 27,1 millions \$, par rapport à un résultat net d'un montant négatif de 21,2 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013.

Le revenu net d'intérêt a diminué pour s'établir à un montant négatif de 14,9 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, comparativement à un montant négatif de 13,1 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, du fait surtout que la conjoncture de marché moins favorable qu'il y a un an s'est répercutée sur la gestion du bilan. Les autres revenus ont augmenté de 5,1 millions \$, pour atteindre 10,0 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, ce qui s'explique avant tout par les profits nets plus élevés qu'à l'exercice précédent sur les valeurs mobilières et par une tranche de 2,5 millions \$ du profit sur la vente de prêts hypothécaires commerciaux attribuée à la Trésorerie corporative et présentée dans ce secteur d'activité.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 11,9 millions \$, pour atteindre 37,7 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, en comparaison de 25,8 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013. L'augmentation des frais de technologie non répartis liés aux nouvelles initiatives visant à améliorer l'infrastructure TI et les services en ligne a surtout contribué à la hausse globale des frais autres que d'intérêt. Les frais autres que d'intérêt pour l'exercice clos le 31 octobre 2014 comprenaient également des charges de restructuration totalisant 1,1 million \$ liées à l'optimisation accrue de certaines activités du siège social, en comparaison de charges de restructuration similaires de 1,0 million \$ en 2013.

Trimestre clos le 31 octobre 2014

Pour le quatrième trimestre 2014, le secteur Autres a inscrit une contribution d'un montant négatif de 4,9 millions \$ au résultat net ajusté, comparativement à une contribution d'un montant négatif de 5,1 millions \$ pour le quatrième trimestre 2013. Le résultat net comme présenté pour le quatrième trimestre 2014 a été d'un montant négatif de 5,7 millions \$, par rapport à un résultat net d'un montant négatif de 5,9 millions \$ pour le quatrième trimestre 2013.

Le revenu net d'intérêt a enregistré une baisse de 1,4 million \$, pour s'établir à un montant négatif de 4,7 millions \$ au quatrième trimestre 2014, due principalement au contexte de faibles taux d'intérêt. Les autres revenus ont augmenté pour atteindre 4,2 millions \$ au quatrième trimestre 2014, en comparaison d'un montant négatif de 0,5 million \$ pour le quatrième trimestre 2013, ce qui s'explique essentiellement par des profits nets sur les valeurs mobilières et des revenus tirés des activités de négociation plus élevés. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté au quatrième trimestre 2014, pour s'établir à 9,4 millions \$, comparativement à 5,8 millions \$ au quatrième trimestre 2013, en raison essentiellement de la hausse des frais de technologie non répartis, comme il est mentionné précédemment. Les frais autres que d'intérêt du quatrième trimestre 2014 comprenaient également des charges de restructuration de 1,1 million \$, en comparaison de charges similaires de 1,0 million \$ à la période correspondante de 2013.

Sur une base séquentielle, la perte nette ajustée du secteur d'activité s'est améliorée de 1,0 million \$, dû essentiellement à l'augmentation des autres revenus tirés des activités de négociation.

Mesures financières non conformes aux PCGR

La Banque utilise à la fois les principes comptables généralement reconnus (PCGR) et certaines mesures financières non conformes aux PCGR afin d'évaluer sa performance. Les mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée selon les PCGR et peuvent difficilement être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. La Banque considère que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent aux investisseurs et aux analystes des renseignements utiles afin de leur permettre de mieux apprécier ses résultats financiers et d'effectuer une analyse plus rigoureuse de son potentiel de rentabilité et de croissance. Les mesures financières de la Banque non conformes aux PCGR sont définies comme suit :

Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2013, la Banque a modifié sa définition des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, comme il est précisé ci-après. Toutes les mesures financières pour les trimestres et l'exercice clos en 2013 ont été modifiées en conséquence.

Les capitaux propres attribuables aux actionnaires sont définis comme le total de la valeur des actions ordinaires, des résultats non distribués et du cumul des autres éléments du résultat global, compte non tenu des réserves de couvertures de flux de trésorerie. Cette définition est maintenant mieux alignée aux exigences réglementaires.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires constitue une mesure de rentabilité calculée comme le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires.

RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES ORDINAIRES ^[1]

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2014	31 JUILLET 2014	31 OCTOBRE 2013	31 OCTOBRE 2014	31 OCTOBRE 2013
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires comme présenté	31 359 \$	36 509 \$	23 229 \$	129 380 \$	107 728 \$
Éléments d'ajustement, après impôts sur le résultat	8 837	2 258	12 660	23 217	35 959
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires ajusté	40 196 \$	38 767 \$	35 889 \$	152 597 \$	143 687 \$
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	1 308 215 \$	1 293 891 \$	1 216 165 \$	1 280 595 \$	1 186 977 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	9,5 %	11,2 %	7,6 %	10,1 %	9,1 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	12,2 %	11,9 %	11,7 %	11,9 %	12,1 %

[1] Les chiffres comparatifs de 2013 tiennent compte de l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*. Voir la note 4 des états financiers consolidés annuels audités.

Valeur comptable de l'action ordinaire

La valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque est définie comme les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires divisés par le nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de la période.

Marge nette d'intérêt

La marge nette d'intérêt est le ratio du revenu net d'intérêt sur l'actif total moyen, exprimé en pourcentage ou en points de base.

Ratio d'efficacité et levier d'exploitation

La Banque utilise le ratio d'efficacité comme mesure de la productivité et du contrôle des coûts. Ce ratio est défini comme les frais autres que d'intérêt en pourcentage du revenu total. La Banque utilise également le levier d'exploitation comme mesure d'efficacité. Le levier d'exploitation est l'écart entre le taux de croissance du revenu total et celui des frais autres que d'intérêt.

Ratio du dividende versé

Le ratio du dividende versé est défini comme les dividendes déclarés par action ordinaire en pourcentage du résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires.

Rendement de l'action

Le rendement de l'action est défini comme le quotient obtenu en divisant les dividendes déclarés par action ordinaire par le cours de clôture de l'action ordinaire.

Mesures financières ajustées

Certaines analyses présentées dans le présent document reposent sur les activités de base de la Banque et ne tiennent donc pas compte de l'effet de certains montants désignés comme étant des éléments d'ajustement, comme il est présenté ci-après et dans le tableau de la rubrique sur les éléments d'ajustement.

Éléments d'ajustement

Les éléments d'ajustement sont liés aux regroupement d'entreprises ainsi qu'aux plans de restructuration. Les éléments liés aux regroupements d'entreprises ont trait aux profits et aux frais découlant des acquisitions. Le profit d'acquisition et l'amortissement connexe de la prime nette sur les instruments financiers acquis sont considérés comme des éléments d'ajustement puisque la direction considère qu'ils représentent des ajustements importants sans effet de trésorerie et non-récurrents. La réévaluation de la contrepartie éventuelle et les frais liés aux regroupements d'entreprises ont été désignés comme étant des éléments d'ajustement en raison de l'importance des montants et du fait qu'ils ne sont pas récurrents. Les éléments liés aux regroupements d'entreprises sont inclus dans la contribution du secteur d'activité B2B Banque.

Les charges de restructuration résultent d'un réaligement des priorités stratégiques et comprennent les indemnités de départ et les pertes de valeur liées à des projets de TI. Ces charges ont été désignées comme étant des éléments d'ajustement en raison de leur nature et de l'importance des montants. Les charges de restructuration sont incluses dans la contribution du secteur d'activité Particuliers et Entreprises et dans la contribution du secteur Autres.

À propos de la Banque Laurentienne

La Banque Laurentienne du Canada est une institution bancaire dont les activités s'étendent à la grandeur du Canada. Reconnue pour l'excellence de son service, sa proximité et sa simplicité, la Banque sert un million et demi de clients à travers le pays. Fondée en 1846, la Banque figure dans l'édition 2014 du palmarès *Les meilleurs employeurs de Montréal*, qui met à l'avant-scène 25 entreprises montréalaises offrant un environnement de travail enviable. Elle emploie présentement plus de 3 600 personnes dont les talents et l'engagement font d'elle un joueur solide dans plusieurs segments de marché.

La Banque se démarque par l'excellence de son exécution et son agilité. Ainsi, elle sert les particuliers, tant par l'entremise de ses services en succursale que par une offre virtuelle en évolution constante. Elle jouit également d'une solide réputation auprès des petites et moyennes entreprises, des entreprises de plus grande taille et des promoteurs immobiliers, grâce à sa présence grandissante à travers le Canada et à ses équipes spécialisées situées en Ontario, au Québec, en Alberta, en Colombie-Britannique et en Nouvelle-Écosse. Sa filiale B2B Banque est quant à elle un leader canadien dans la fourniture de produits et services bancaires et d'investissements aux conseillers financiers et aux courtiers, tandis que l'expertise et l'efficacité des services de courtage de plein exercice de Valeurs mobilières Banque Laurentienne sont largement reconnues à la grandeur du pays. La Banque gère un actif au bilan de plus de 34 milliards \$, de même que des actifs administrés de plus de 41 milliards \$.

Conférence téléphonique

La Banque Laurentienne du Canada invite les représentants des médias et le public à se joindre aux analystes financiers pour la conférence téléphonique qui se tiendra à 14 h, heure de l'Est, le mercredi 10 décembre 2014. Un numéro de téléphone sans frais 416 204-9702 ou 1 800 524-8850 permet d'écouter cette conférence en direct, en mode écoute seulement.

L'enregistrement de cette conférence téléphonique sera disponible en différé le mercredi 10 décembre 2014, à compter de 17 h, jusqu'à 17 h, le 8 janvier 2015, au numéro 647 436-0148 ou 1 888 203-1112, code 7915561. Les personnes intéressées peuvent également écouter cette conférence sur le site Internet de la Banque, à l'adresse www.banquelaurentienne.ca, à la section Relations avec les investisseurs. Ce site fournit également de l'information financière additionnelle.

Chef de la direction financière : Michel C. Lauzon, 514 284-4500, poste 7997
Relations médias et Relations avec les investisseurs : Gladys Caron, 514 284-4500, poste 7511; cell. : 514 893-3963

États financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Les états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, y compris les notes des états financiers consolidés, sont également disponibles sur le site Web de la Banque, à l'adresse www.banquelaurentienne.ca.

Bilan consolidé ^[1]

En milliers de dollars canadiens (non audité)	AU 31 OCTOBRE 2014	AU 31 OCTOBRE 2013
ACTIF		
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	126 247 \$	82 836 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	122 608	126 002
Valeurs mobilières		
Disponibles à la vente	2 577 017	1 679 067
Détenues jusqu'à l'échéance	323 007	648 874
Détenues à des fins de transaction	1 980 436	2 152 584
	4 880 460	4 480 525
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente	1 562 677	1 218 255
Prêts		
Personnels	6 793 078	7 245 474
Hypothécaires résidentiels	14 825 541	14 735 211
Hypothécaires commerciaux	2 651 271	2 488 826
Commerciaux et autres	2 794 232	2 488 137
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	365 457	271 049
	27 429 579	27 228 697
Provisions cumulatives pour pertes sur prêts	(119 371)	(115 590)
	27 310 208	27 113 107
Autres		
Immobilisations corporelles	68 750	73 261
Dérivés	132 809	126 617
Goodwill	64 077	64 077
Logiciels et autres immobilisations incorporelles	207 188	197 594
Actif d'impôt différé	7 936	21 588
Autres actifs	365 721	407 164
	846 481	890 301
	34 848 681 \$	33 911 026 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Dépôts		
Particuliers	18 741 981 \$	19 282 042 \$
Entreprises, banques et autres	5 781 045	4 645 308
	24 523 026	23 927 350
Autres		
Engagements au titre des valeurs vendues à découvert	1 562 477	1 464 269
Engagements au titre des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat	581 861	339 602
Acceptations	365 457	271 049
Dérivés	90 840	102 041
Passif d'impôt différé	10	9 845
Autres passifs	869 029	943 112
	3 469 674	3 129 918
Dette liée aux activités de titrisation	4 863 848	4 974 714
Dette subordonnée	447 523	445 473
Capitaux propres		
Actions privilégiées	219 633	205 204
Actions ordinaires	465 854	446 496
Réserve pour paiements fondés sur des actions	91	91
Résultats non distribués	848 905	776 256
Cumul des autres éléments du résultat global	10 127	5 524
	1 544 610	1 433 571
	34 848 681 \$	33 911 026 \$

[1] Les chiffres comparatifs de 2013 tiennent compte de l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*. Voir la note 4 des états financiers consolidés annuels audités.

État du résultat consolidé ^[1]

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2014	31 JUILLET 2014	31 OCTOBRE 2013	31 OCTOBRE 2014	31 OCTOBRE 2013
Revenu d'intérêt					
Prêts	266 159 \$	266 872 \$	269 927 \$	1 062 441 \$	1 086 279 \$
Valeurs mobilières	10 374	9 922	10 845	40 753	57 204
Dépôts auprès d'autres banques	175	201	601	751	2 328
Autres, incluant les dérivés	10 518	10 403	9 475	41 276	44 338
	287 226	287 398	290 848	1 145 221	1 190 149
Frais d'intérêt					
Dépôts	114 038	112 232	114 094	449 101	463 603
Dette liée aux activités de titrisation	28 842	29 758	31 115	118 269	140 453
Dette subordonnée	4 069	4 038	4 088	16 071	16 072
Autres	128	121	114	800	1 261
	147 077	146 149	149 411	584 241	621 389
Revenu net d'intérêt	140 149	141 249	141 437	560 980	568 760
Autres revenus					
Frais et commissions sur prêts et dépôts	38 147	35 983	35 704	141 849	133 791
Revenus tirés des activités de courtage	14 774	16 667	15 113	63 640	60 607
Revenus liés aux comptes d'investissement	7 516	7 772	8 693	31 658	32 694
Revenus tirés de la vente de fonds communs de placement	7 951	7 546	6 098	29 228	22 501
Revenus d'assurance, montant net	5 199	4 670	4 278	19 246	16 881
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	5 124	3 909	2 095	16 138	17 877
Autres revenus	2 561	1 849	2 113	11 326	12 226
	81 272	78 396	74 094	313 085	296 577
Revenu total	221 421	219 645	215 531	874 065	865 337
Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis et réévaluation de la contrepartie éventuelle	1 508	1 511	1 006	9 653	4 426
Provisions pour pertes sur prêts	10 500	10 500	10 000	42 000	36 000
Frais autres que d'intérêt					
Salaires et avantages du personnel	87 509	82 938	90 899	340 394	358 492
Frais d'occupation de locaux et technologie	49 624	45 465	45 277	186 671	171 275
Autres	26 255	26 006	26 524	101 383	106 068
Frais liés aux regroupements d'entreprises	2 911	1 564	9 951	12 861	38 244
	166 299	155 973	172 651	641 309	674 079
Résultat avant impôts sur le résultat	43 114	51 661	31 874	181 103	150 832
Impôts sur le résultat	9 360	11 564	6 008	40 738	31 355
Résultat net	33 754 \$	40 097 \$	25 866 \$	140 365 \$	119 477 \$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts connexes	2 395	3 588	2 637	10 985	11 749
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	31 359 \$	36 509 \$	23 229 \$	129 380 \$	107 728 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)					
de base	28 873	28 775	28 474	28 724	28 329
dilué	28 881	28 783	28 481	28 732	28 338
Résultat par action					
de base	1,09 \$	1,27 \$	0,82 \$	4,50 \$	3,80 \$
dilué	1,09 \$	1,27 \$	0,82 \$	4,50 \$	3,80 \$
Dividendes déclarés par action					
Actions ordinaires	0,52 \$	0,52 \$	0,50 \$	2,06 \$	1,98 \$
Actions privilégiées - série 9	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	0,75 \$
Actions privilégiées - série 10	s. o.	0,33 \$	0,33 \$	0,98 \$	1,31 \$
Actions privilégiées - série 11	0,25 \$	0,25 \$	0,25 \$	1,00 \$	0,91 \$
Actions privilégiées - série 13	0,27 \$	0,22 \$	s. o.	0,48 \$	s. o.

[1] Les chiffres comparatifs de 2013 tiennent compte de l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*. Voir la note 4 des états financiers consolidés annuels audités.

État du résultat global consolidé ^[1]

En milliers de dollars canadiens (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2014	31 JUILLET 2014	31 OCTOBRE 2013	31 OCTOBRE 2014	31 OCTOBRE 2013
Résultat net	33 754 \$	40 097 \$	25 866 \$	140 365 \$	119 477 \$
Autres éléments du résultat global, nets d'impôts					
Éléments qui pourraient ultérieurement être reclassés à l'état du résultat					
Profits latents nets (pertes latentes nettes) sur les valeurs mobilières disponibles à la vente	(74)	2 453	2 764	9 078	87
Reclassement en résultat net des (profits nets) pertes nettes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente	(1 448)	(1 532)	(182)	(5 277)	(2 752)
Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	967	2 254	559	802	(26 039)
	(555)	3 175	3 141	4 603	(28 704)
Éléments qui ne pourraient ultérieurement être reclassés à l'état du résultat					
Écarts actuariels sur les régimes d'avantages du personnel	7 618	(6 508)	5 103	4 732	20 645
Résultat global	40 817 \$	36 764 \$	34 110 \$	149 700 \$	111 418 \$

Impôts sur le résultat — Autres éléments du résultat global

Les impôts sur le résultat liés à chaque composante des autres éléments du résultat global sont présentés dans le tableau suivant.

En milliers de dollars canadiens (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2014	31 JUILLET 2014	31 OCTOBRE 2013	31 OCTOBRE 2014	31 OCTOBRE 2013
Charge (recouvrement) d'impôt lié à :					
Profits latents nets (pertes latentes nettes) sur les valeurs mobilières disponibles à la vente	(26) \$	831 \$	927 \$	3 151 \$	30 \$
Reclassement en résultat net des (profits nets) pertes nettes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente	(1 249)	(558)	(75)	(2 646)	(1 020)
Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	358	829	242	304	(9 468)
Écarts actuariels sur les régimes d'avantages du personnel	2 691	(2 386)	1 871	1 633	7 571
	1 774 \$	(1 284) \$	2 965 \$	2 442 \$	(2 887) \$

[1] Les chiffres comparatifs de 2013 tiennent compte de l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*. Voir la note 4 des états financiers consolidés annuels audités.

État de la variation des capitaux propres consolidé ^[1]

En milliers de dollars canadiens (non audité)	POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 OCTOBRE 2014							
	ACTIONS PRIVILÉGIÉES	ACTIONS ORDINAIRES	RÉSULTATS NON DISTRIBUÉS	CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL		TOTAL	RÉSERVE POUR PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
				VALEURS MOBILIÈRES DISPONIBLES À LA VENTE	COUVERTURES DE FLUX DE TRÉSORERIE			
Solde au 31 octobre 2013	205 204 \$	446 496 \$	776 256 \$	9 536 \$	(4 012) \$	5 524 \$	91 \$	1 433 571 \$
Résultat net			140 365					140 365
Autres éléments du résultat global (nets d'impôts)								
Profits latents nets sur les valeurs mobilières disponibles à la vente				9 078		9 078		9 078
Reclassement en résultat net des profits nets sur les valeurs mobilières disponibles à la vente				(5 277)		(5 277)		(5 277)
Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie					802	802		802
Écarts actuariels sur les régimes d'avantages du personnel			4 732					4 732
Résultat global			145 097	3 801	802	4 603		149 700
Émission d'actions	122 071	19 358						141 429
Rachat d'actions	(107 642)		(2 358)					(110 000)
Dividendes								
Actions privilégiées, y compris les impôts connexes			(10 985)					(10 985)
Actions ordinaires			(59 105)					(59 105)
Solde au 31 octobre 2014	219 633 \$	465 854 \$	848 905 \$	13 337 \$	(3 210) \$	10 127 \$	91 \$	1 544 610 \$

En milliers de dollars canadiens (non audité)	POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 OCTOBRE 2013							
	ACTIONS PRIVILÉGIÉES	ACTIONS ORDINAIRES	RÉSULTATS NON DISTRIBUÉS	CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL		TOTAL	RÉSERVE POUR PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
				VALEURS MOBILIÈRES DISPONIBLES À LA VENTE	COUVERTURES DE FLUX DE TRÉSORERIE			
Solde au 1 novembre 2012	303 249 \$	428 526 \$	706 035 \$	12 201 \$	22 027 \$	34 228 \$	227 \$	1 472 265 \$
Résultat net			119 477					119 477
Autres éléments du résultat global (nets d'impôts)								
Profits latents nets sur les valeurs mobilières disponibles à la vente				87		87		87
Reclassement en résultat net des profits nets sur les valeurs mobilières disponibles à la vente				(2 752)		(2 752)		(2 752)
Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie					(26 039)	(26 039)		(26 039)
Écarts actuariels sur les régimes d'avantages du personnel			20 645					20 645
Résultat global			140 122	(2 665)	(26 039)	(28 704)		111 418
Émission d'actions	(160)	17 970					(136)	17 674
Rachat d'actions	(97 885)		(2 115)					(100 000)
Dividendes								
Actions privilégiées, y compris les impôts connexes			(11 749)					(11 749)
Actions ordinaires			(56 037)					(56 037)
Solde au 31 octobre 2013	205 204 \$	446 496 \$	776 256 \$	9 536 \$	(4 012) \$	5 524 \$	91 \$	1 433 571 \$

[1] Les chiffres comparatifs de 2013 tiennent compte de l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*. Voir la note 4 des états financiers consolidés annuels audités.